

La peur ne doit pas poursuivre les Tunisiens de Redeyef jusqu'en France

Collectif nantais de soutien aux Tunisiens de Redeyef
Communiqué de presse

Le 27 février 2009

Les habitants de Redeyef, bassin minier-phosphate de Gafsa-sud-ouest de la Tunisie ont manifesté pacifiquement durant toute l'année 2008 contre le chômage, l'injustice et la vie chère. Le pouvoir tunisien a choisi une politique de répression aveugle et brutale. La ville de Redeyef subit un contrôle renforcé du déplacement des habitants aboutissant à un véritable état de siège avec perquisitions, pressions sur les familles, chasse aux jeunes... Il faut rappeler le bilan de la répression : trois personnes mortes dont deux manifestants tués par des balles policières en mai et juin derniers, de très nombreux blessés, plus de 200 habitant.e.s de Redeyef emprisonné.e.s, plusieurs d'entre eux torturés dans les prisons... 33 tunisiens, syndicalistes, enseignants, ouvriers, étudiants, jeunes chômeurs ont été, en appel le 3 février, une nouvelle fois condamnés par le tribunal de Gafsa, à des peines allant de 1 an à... 8ans de prison. Les peines prononcées montrent une véritable volonté de la part des autorités de « châtier » les animateurs du mouvement de protestation dont les revendications ne dépassaient pas le droit au travail. Le procès s'est affranchi du respect de la légalité. Le juge a refusé de prévoir une nouvelle audience pour permettre aux avocats de préparer leur plaidoirie sur la base des nouveaux éléments apportés par les accusés. Il met en évidence l'ingérence du pouvoir dans ce jugement. Pour échapper à la répression, aux poursuites policières et pénales puisque la justice de leur pays n'est pas indépendante, des dizaines d'habitants de la région de Redeyef, les jeunes en particulier, se sauvent et demandent refuge à la France. Ils arrivent à Nantes naturellement, où ils ont parents et amis installés de longue date. On se rappelle que dans les années 70, les entreprises nantaises recrutèrent à Redeyef ; ainsi, sensiblement 2 000 personnes originaires de Redeyef vivent à Nantes. Mais, plusieurs des habitants de la région de Redeyef arrivés ces dernières semaines à Nantes ont été arrêtés et enfermés au centre de rétention de Rennes (celui de Nantes étant fermé) pour être reconduits à la frontière. Ils seront pourchassés par les autorités de Tunisie s'ils y sont reconduits. Ces deux dernières semaines encore, une dizaine de jeunes Redeyefiens ont été placés aux centres de rétention du Mesnil-Amélot-région parisienne et de Rennes. Ainsi, la peur poursuit les habitants de Redeyef jusque dans notre pays. Cette situation n'est pas tolérable. Les habitants de Redeyef doivent pouvoir, vivre dignement aujourd'hui en France et dans la région nantaise et, demain rentrer au pays, s'ils le souhaitent, quand la politique de répression y aura cessé. Le Collectif Nantais de Soutien aux Tunisiens de Redeyef demande la libération de tous les emprisonnés, justice et liberté pour les Tunisiens en Tunisie, la régularisation collective du droit au séjour pour tous les habitants de Redeyef qui arrivent en France et dans la région nantaise. Collectif nantais de soutien aux Tunisiens de Redeyef soutenu par : AC ! Nantes, Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT), Confédération Générale du Travail (CGT), Confédération Nationale du Travail (CNT), Confédération Syndicale des Familles (CSF), Fédération Syndicale Unitaire (FSU), GASProm-ASTI de Nantes, Les Alternatifs, Les Verts, Ligue des droits de l'Homme (LDH), Logis St Jean, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste Français (PCF), Parti Socialiste (PS), Union Nationale des Etudiants de France (UNEF), Union syndicale Solidaires, Washma , Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives